# 22 mars 1993 à Alger

Je ne peux en être sûre. Il plaide tel un procureur qui requiert des années de réclusion contre un assassin pour la plate-forme de Sant'Egidio. «Pourquoi le camp des éradicateurs a-t-il rejeté cette solution de paix ? Le terrorisme est une opposition qui n'a aucune autre solution pour s'exprimer». Je me lève. Je n'ai plus rien à dire à M. Gaudin. Etonné par ma réaction et se voulant paternaliste, il me dit : «Que pouvons-nous faire pour aider les démocrates ? L'occasion pour moi est inespérée. «Vous taire seulement». Je n'attends pas qu'il m'accompagne à la porte de sortie. Gaudin ne fut pas un cas isolé. Je peux citer aussi Pierre Mauroy (maire de Lille décédé) en 1997.

En cette année 1995, la mauvaise foi est d'autant plus tenace qu'il y a une volonté socialiste française d'internationaliser la «crise algérienne» (ainsi appelée par les socialistes).

L'ex-Président François Mitterrand (décédé) après avoir déclaré au lendemain du 26 décembre 1991 (législatives) «les urnes ont parlé» propose, le 3 février 1995, une conférence politique en Europe inspirée de la plateforme de Rome «comme solution politique à la crise algérienne». Inutile de rappeler que F. Mitterrand fut ministre de l'Intérieur en 1957 et ministre de la Justice, garde des Sceaux durant la même période. Inutile car Algériens et Français le savent. Tout comme ils n'ignorent pas que le défenseur de l'abolition de la peine de mort que fut le même Mitterrand pour des raisons purement électoralistes en 1981, se prononça, sans état d'âme, pour l'exécution des premiers condamnés à mort algériens au Conseil des ministres du mercredi 15 février 1956. Voici ce que nous relatent les historiens Benjamin Stora et François Malye : «François Mitterrand et la guerre d'Algérie» page 34 :

«Au moment du vote :

- Gaston Deferre, contre
- Pierre-Mendès France, contre également
- Alain-Savary, contre
- Maurice-Bourges Maunoury : pour
- François Mitterrand, pour.

La proposition d'internationaliser «la crise» ne manquait pas de relais : journalistes de *Libération, Libre-Belgique, El Pais, El Hayat à Londres*, les «humanistes», les «experts» en ceci, en cela...

Sans oublier des «chercheurs» du CNRS comme François Burgat qui écrivit : «L'islamisme marque la naissance d'une génération que l'Occident doit analyser autrement que comme une pathologie» (*L'islamisme en face*, aux éditions La Découverte). «La Découverte» de François Jéze prompt lui aussi à défendre bec et ongles les islamistes jusqu'à ce jour.

Comment oublier le mur d'incompréhension auquel nous nous heurtâmes Mme Saïda Benhabylès et moi-même, lorsque nous demandâmes à rencontrer l'ambassadeur de Belgique, M. Maricou, le 07/04/1997 ? Nous le sollicitâmes de transmettre trois exemplaires d'une lettre adressée au Premier ministre belge, au bourgmestre de la ville de Bruxelles et au ministre de l'Intérieur en signe de protestation à la marche d'éléments de l'ex-FIS prévue le 12 avril 1997 (la veille d'élections législatives en Algérie). Réponse de l'ambassadeur : «Cette marche est pacifique. Nous ne pouvons pas l'annuler au nom de la liberté d'expression». Incroyable mais vrai. La marche a tout de même été annulée grâce aux pressions conjuguées de femmes algériennes et belges. Pourquoi donc ce laxisme ? Pourquoi donc ce laisser-faire ? Jusqu'au point de permettre à une commune belge de se radicaliser et fournir des kamikazes programmés pour semer la mort ce 22 mars 2016 à Bruxelles.

Comment oublier le 20 avril 1997 ? Je suis conviée à un déjeuner organisé par le chargé d'affaires de la République de Hongrie à Alger. L'ex-ambassadeur de Grande-Bretagne en Algérie, M. Gordon, est également invité. L'Algérie est le sujet principal. M. Gordon reproche à la presse de caricaturer les islamistes et d'user de mots comme barbarie : «Il ne faut pas mettre dans le même sac tous les islamistes». Ce à quoi je réponds : «Que Londres peut se vanter de ne pas appartenir au clan des caricaturistes puisque la Grande-Bretagne accueille à bras ouverts les "bons" terroristes qui massacrent les "méchants" républicains». N'est-ce pas en France, à Paris que «Bakioun ala el ahd» (fidèles au serment), organisation islamiste dirigée par des islamistes algériens sous le couvert d'association caritative, eut durant de longues années pignon sur rue ?

Je n'ai pas oublié le débat particulièrement houleux avec un chercheur américain, Aroon Kapil, le 13 juin 1995, dans les studios de Arte (émission «Algérie maintenant»). L'émission devait être diffusée la semaine d'après, elle le fut quinze jours plus tard et à minuit ! Motif ? Jérôme Clément, président de la chaîne, estima regrettable «mon acharnement à monopoliser la parole» ! Que dire de la rencontre en novembre 97 avec la Commission des droits de l'Homme du Parlement européen ?

Les islamistes, leurs défenseurs et Cohn-Bendit demandèrent aux députés de voter une résolution afin que soit dépêchée une commission d'enquête en Algérie. Le syndicaliste au parcours prestigieux, Abdelmadjid Azzi, Mme Fouzia Ababsa, journaliste, se souviennent, certainement comme moi, de la mauvaise foi des «organisateurs» qui nous volèrent vingt minutes sur notre temps de parole ! Au final et grâce à nos efforts de convaincre au moins ceux et celles qui voulurent nous entendre comme la députée Catherine Lalumière (France) et Mme Fischer (Allemagne), les parlementaires n'adoptèrent aucune résolution relative à une commission d'enquête.

Et lorsque le panel onusien se déplaça en juillet 1998, les «auditionnés» dont je fis partie purent constater l'agressivité et la mauvaise foi du président du panel, Mario Soarès, plus islamiste que les islamistes.

Une attitude, fort heureusement, non partagée par les autres membres de la délégation dont Mme Simone Veil.

La mission de la commission était d'informer et non d'enquêter.

Pour quelles raisons ce «coup de foudre» pour le totalitarisme de la part d'une Europe qui eut à combattre le nazisme ? Pourquoi avoir permis à des islamistes délinquants dans une vie antérieure de devenir une menace pour cette même Europe ? Je serais injuste si je m'arrêtais au seul Occident. Mes pseudo-frères et sœurs arabes n'ont pas été en reste. Durant cette période combien douloureuse, dure à vivre et à supporter, le Maroc par la voix de son roi, Hassan II — paix à son âme — nous conseilla au lendemain du 26 décembre de servir de laboratoire pour la région. Silence absolu de la Tunisie, de la Libye (ou ex-Libye ?). Délectation de l'Arabie Saoudite qui encourageait le terrorisme croyant pouvoir mettre sous sa botte l'Algérie.

Autre délectation de la chaîne Al-Jazeera, connue pour sa haine à l'égard de l'Algérie.

Juin 1997. Rencontre à Metz entre femmes arabes sur la situation des femmes. Une Tunisienne, une Palestinienne, une Marocaine et moi-même. Quatre universitaires, quatre femmes sachant en principe ce dont elles parlent.

La première à prendre la parole fut la Palestinienne. Pas un mot de solidarité avec les Algériennes. Sans doute ne voulait-elle pas se souvenir que c'est dans mon pays qu'est né l'Etat palestinien.

La Marocaine et la Tunisienne déclarent péremptoirement que jamais leurs pays ne connaîtront le sort de l'Algérie car le roi et l'ex-président Ben Ali ne laisseront jamais faire. C'est toujours une belle opportunité d'intervenir le dernier. Je rappelai à mes «sœurs» arabes que les Algériens se battaient contre l'obscurantisme au péril de leurs vies pour protéger toute la région. «Si nous tombons vous tomberez avec nous», conclu-ai-je.

Je n'ai que compassion pour les victimes tunisiennes et étrangères de l'attentat du Bardo, mais je ne peux m'empêcher de dire que moi aussi j'aurais voulu que ces «Arabes», si proches géographiquement, fussent, hier, aussi compatissants à notre égard que nous le sommes aujourd'hui avec eux.

J'ai entendu exprimer ces vérités non point au nom d'un sentiment de rancune qui m'animerait mais pour une autre raison plus importante que nos rancœurs. Aujourd'hui, le monde entier — y compris les USA, qui avant septembre 2001 faisaient l'éloge des «bons» islamistes — a compris que seule la solidarité entre Etats, entre peuples aura raison de l'islamisme terroriste.

Car le monde entier a compris que le terrorisme islamiste n'a pas de frontières. Et si j'ai évoqué la magnifique marche du 22 septembre 1993 à Alger, c'est pour dire :

aujourd'hui, marchons ensemble en nous regroupant autour de valeurs communes. L'une d'entre elles et la plus importante étant qu'une victime du terrorisme islamiste n'a pas de nationalité parce qu'elle est victime de la haine et de l'obscurantisme.

Nous rassembler pour défendre le droit à la vie, le droit à la culture, pour défendre la tolérance et le respect de l'autre. L'heure — et c'est urgent — n'est plus de disserter sur les «bons» et les «mauvais» islamistes. L'islamisme est une idéologie qui assassine lorsqu'on n'y adhère pas. L'heure est de faire taire les «puristes» attachés aux mots plutôt qu'aux valeurs. C'est ainsi que nous aurons raison de la bête immonde en nous rassemblant autour de ce qui fait notre force parce que attachés aux mêmes valeurs. La menace est partout et à ce propos, la Suisse ferait mieux de nettoyer ses djihadistes installés comme on le sait depuis l'ère de Mourad Dehina et consorts... Ce serait plus judicieux pour elle de le faire et plus rentable plutôt que de chercher des poux à ceux qui n'en ont pas. Enfin, pour nous autres Algériens, la vigilance est de mise et je ne crois absolument pas ceux qui nous disent que la menace aux frontières n'existe pas ou serait une surenchère. La vigilance est de mise d'autant que si l'appel au meurtre d'un écrivain par un islamiste a été sanctionné par la justice quand bien même la peine est symbolique, d'autres islamistes prennent le relais en s'acharnant contre notre ministre de l'Education nationale, Mme Benghebrit Nouria, accusée de vouloir «franciser l'école». Leur véritable motivation est que l'école qu'ils ont massacrée durant des décennies leur échappe aujourd'hui.

Gageons seulement que madame la ministre, que des générations d'écoliers auraient dû avoir bien avant sa nomination, ne sera pas sacrifiée pour plaire aux islamistes. De par le passé, une ministre de la Formation professionnelle nommée en octobre 1991 fut remplacée par Saïd Guechi, décédé en février 92. On ne lui reprocha pas son incompétence — loin s'en faut. Il lui fallait céder son poste à un islamiste. Elle a pour nom Mme Benameur Anissa. Si je parle de cela ce n'est point pour dévier sur un autre sujet. C'est, au contraire, pour répéter que ce qui nous rassemble avec les autres pays dans la lutte antiterroriste, c'est aussi de protéger l'éducation nationale contre les dérives islamistes dont on connaît les méfaits à l'école.

Cela fait partie des valeurs à défendre qui nous rassemblent et nous ressemblent.

**L. A.-H.**

***Comment oublier le mur d'incompréhension auquel nous nous heurtâmes Mme Saïda Benhabylès et moi-même, lorsque nous demandâmes à rencontrer l'ambassadeur de Belgique, M. Maricou, le 07/04/1997 ? Nous le sollicitâmes de transmettre trois exemplaires d'une lettre adressée au Premier ministre belge, au bourgmestre de la ville de Bruxelles et au ministre de l'Intérieur en signe de protestation à la marche d'éléments de l'ex-FIS prévue le 12 avril 1997 (la veille d'élections législatives en Algérie). Réponse de l'ambassadeur : «Cette marche est pacifique. Nous ne pouvons pas l'annuler au nom de la liberté d'expression». Incroyable mais vrai. La marche a tout de même été annulée grâce aux pressions conjuguées de femmes algériennes et belges.***